

Zeitschrift: Energeia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2014)
Heft: 6

Artikel: "Priorité à la sécurité nucléaire" : Interview
Autor: Steinmann, Walter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-644522>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Priorité à la sécurité nucléaire»

Walter Steinmann, directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), représentera la Suisse au Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au cours des trois prochaines années. Il demande des standards de sécurité élevés pour les centrales nucléaires actuelles et futures.

Après l'accident nucléaire de Fukushima, la question de la sécurité des installations nucléaires est un thème central pour Walter Steinmann, directeur de l'OFEN. Le renouvellement des membres du Conseil des gouverneurs de l'AIEA permet à la Suisse de faire connaître ses propres préoccupations sur la scène internationale. L'Agence internationale de l'énergie atomique, la plus importante organisation dans le domaine nucléaire, s'engage à l'échelle mondiale pour une utilisation sûre et pacifique de la technologie nucléaire.

Monsieur Steinmann, notre pays est membre fondateur de l'AIEA. Quel rôle la Suisse joue-t-elle dans cette organisation?

La Suisse est l'un des 165 membres actuels de l'AIEA. Nous y jouons un rôle central parce que nous ne sommes ni une grande puissance nucléaire, ni un pays avec des entreprises fabriquant des centrales nucléaires. Mais, de concert avec des Etats amis, nous faisons fermement valoir nos positions et nos intérêts de manière à ce qu'ils soient pris en compte lorsque les décisions sont prises.

Vous représentez la Suisse pour la seconde fois au Conseil des gouverneurs de l'AIEA de 2014 à 2017. Quels enseignements tirez-vous de votre première participation au Conseil?

Je connais le travail au sein de «governing boards» de ce type, par l'Agence internationale de l'énergie (AIEA) basée à Paris. Les directeurs des administrations nationales s'y réunissent pour discuter de questions actuelles comme la sécurité d'approvisionnement en gaz, les examens par pays ou encore le régime d'encouragement des énergies renouvelables.

Dans l'AIEA, les pays ne sont en partie pas représentés par des spécialistes mais par des ambassadeurs. Il en résulte souvent des déclarations politiques d'ordre général. Pour les puissances nucléaires, les intérêts sont souvent

économiques ou géopolitiques: il s'agit dans la mesure du possible de ne pas transmettre le savoir technologique à d'autres Etats.

Au sein de l'AIEA, la Suisse essaie d'impliquer tout le réseau de l'administration, des autorités de sécurité ainsi que de l'industrie, et de présenter des positions solides. Nous sommes perçus comme une délégation compétente et novatrice au profil affirmé, et parvenons réellement à faire entendre des positions divergentes.

Dans quel domaine selon vous des mesures doivent-elles être prises?

Après Fukushima, la sécurité nucléaire est clairement prioritaire. Une conférence diplomatique consacrée à une proposition déposée par la Suisse doit avoir lieu en février 2015: outre des standards et des exigences minimales pour les centrales nucléaires, nous souhaitons une amélioration à l'échelle internationale de l'assainissement et du rééquipement des centrales nucléaires existantes.

Quels sont vos objectifs pour les trois prochaines années?

Nous souhaitons clarifier la question de la surveillance des matières nucléaires à la frontière entre la Suisse et le Liechtenstein et trouver une solution acceptable pour l'AIEA et nos deux pays. Nous voulons faire de la sécurité nucléaire un thème prioritaire au sein de l'AIEA. En présentant régulièrement les travaux que nous menons dans ce cadre, nous aimerions montrer la signification d'une telle organisation internationale pour la Suisse et ainsi illustrer la collaboration de cette organisation avec l'UE, avec l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN, organe de l'OCDE) et avec d'autres instances importantes dans le domaine nucléaire. (thc)

Walter Steinmann,
directeur de l'OFEN

La Suisse dans l'AIEA

La création de l'Agence pour l'énergie nucléaire à Vienne en 1957 a vu naître un organe indépendant chargé d'orienter et de contrôler l'utilisation de la technologie nucléaire sur le plan international. Membre fondateur, la Suisse participe chaque année à la Conférence générale, la plus haute instance politique de l'AIEA. L'AIEA est composée de représentants des 165 Etats-membres. En sa qualité d'organe de conduite stratégique, le Conseil des gouverneurs formule des recommandations sur le développement de l'AIEA à l'intention de la Conférence générale et examine les candidatures d'Etats-membres potentiels. Le Conseil compte 35 membres et se réunit cinq fois par année. La Suisse est membre du Conseil des gouverneurs en alternance avec d'autres pays du groupe d'Europe occidentale.

